

Soutient l'action des communautés contre le SIDA dans les pays en développement



Relier la santé et les droits sexuels et reproductifs à la réponse au VIH –

Comment la société civile a mobilisé les ressources du Fonds Mondial pour agir

La Mongolie a conservé une faible prévalence dans la majorité de sa population mais les populations clés qui sont particulièrement vulnérables au VIH ou affectées par le VIH (les personnes vivant avec le VIH, les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les travailleurs du sexe ou les personnes qui prennent de la drogue) sont affectées par l'épidémie de façon disproportionnée. Un moyen clé de s'y attaquer est d'intégrer la santé et les droits sexuels et reproductifs (SDSR) à la réponse au VIH.

S'appuyant sur l'exemple de la proposition réussie de la Mongolie pour la série 7, ce compte-rendu montre que les ressources du Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme peuvent être mobilisées avec succès en soutenant les approches intégrées qui relient la santé et les droits sexuels et reproductifs au VIH. La société civile a joué un rôle clé en rendant cela possible, en particulier la Fondation Nationale de lutte contre le SIDA (NAF), l'organisation de liaison de l'International HIV/AIDS Alliance en Mongolie.

Pourquoi lier le VIH et la santé et les droits sexuels et reproductifs?

Rassembler les services de santé sexuelle et reproductive (SSR) et les services liés au VIH est essentiel pour obtenir l'accès universel à la prévention du VIH, aux traitements, à la prise en charge et au soutien ainsi que l'accès universel à la santé en matière de reproduction. Les liens accroissent la pertinence, l'intensification et le rapport coût efficacité des programmes à base communautaire ainsi que leur impact sur les résultats de la santé sexuelle et reproductive et du VIH. Grâce à son travail de politiques et de programmation, l'Alliance soutient les rôles essentiels et divers que la société civile joue dans l'intensification de l'intégration du VIH/SDSR en tant que prestataire de services, de fédérateur communautaire et en tant que défenseur et décideur national. Des enseignements essentiels tirés de l'expérience de l'Alliance ont façonné son approche en mettant l'accent sur l'engagement des communautés, la réduction de la vulnérabilité, en améliorant les services et les droits pour

les populations clés et en optimisant les rôles des communautés de la SDRS et du VIH en s'intéressant à la stigmatisation et à la discrimination.

Le VIH et la santé et les droits sexuels et reproductifs en Mongolie

Malgré une population de 3 millions, la prévalence du VIH en Mongolie est de moins de 0,1%. Cependant, cette faible prévalence globale masque l'impact disproportionné de l'épidémie sur les populations clés du pays : 88% des cas de VIH masculins sont parmi les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH) et 60% des femmes affectées font partie des travailleuses du sexe (TS). Ce scénario est surtout alimenté par un cadre légal et social qui criminalise le travail sexuel et pratique une discrimination contre les HSH. Cependant, il est urgent d'aborder la santé sexuelle et reproductive aussi bien parmi la population globale que parmi les populations clés où les taux de syphilis atteignent 22% chez les HSH et 17,4% chez les travailleuses du sexe dans les zones urbaines.

La série 7 du Fonds Mondial – l’histoire

L’implication de la société civile dans la réponse au VIH est essentielle. Le gouvernement ne peut tout simplement pas atteindre certains groupes de populations comme peut le faire la société civile. Elle doit être renforcée afin de mener à bien ses activités.

Représentant, Comité National de lutte contre le SIDA, Mongolie



Le Fonds Mondial a été créé afin d’augmenter considérablement les ressources pour lutter contre trois des maladies les plus dévastatrices du monde : le VIH, la tuberculose et le paludisme. Chaque année, il alloue un financement grâce à une série d’appels à propositions auxquelles répondent les pays. Le Fonds Mondial a toujours soutenu les approches qui intègrent la SDRS et le VIH dans les propositions nationales à condition que les résultats sur l’impact du VIH puissent être démontrés mais le Fonds Mondial a maintenant publié son soutien explicite à l’intégration de la SDRS et du VIH en tant que point de départ pour la réponse au VIH¹.

En 2002 et 2005, la Mongolie a présenté au Fonds Mondial des propositions qui ont été retenues obtenant un total de 10,7 million d’USD en faveur de sa réponse au VIH.

En décembre 2006, les représentants de la Fondation Nationale de lutte contre le SIDA de Mongolie ainsi que les membres de la société civile ont assisté à un sommet international de trois jours sur le plaidoyer à Genève. Les participants mongols ont bénéficié de l’information et des outils nécessaires pour présenter une proposition à soumettre au Fonds Mondial. Ils ont en particulier accru leurs connaissances de l’éventail complet des interventions soutenues par le Fonds Mondial et sur les besoins pour l’implication de la société civile dans le développement

et la mise en œuvre des propositions. Ceci a permis de vaincre les défis rencontrés les années précédentes lorsque les intervenants nationaux transmettaient de mauvaises informations à la société civile ce qui a retardé leur demande de financement.

En janvier 2007, la NAF et d’autres représentants de la société civile ont commencé à discuter avec les instances de coordination nationale (CCM) en Mongolie en insistant pour qu’une soumission à la proposition pour la série 7 ait lieu plus tard dans l’année. Les représentants ont souligné le besoin de lier le VIH et la santé et les droits sexuels et reproductifs comme une stratégie clé pour la réussite du pays de l’accès universel à la prévention, aux traitements, à la prise en charge et au soutien du VIH. Se basant sur leur analyse des intervenants, ils ont prévu un soutien important à l’intégration.

Les représentants ont aussi reconnu le processus de développement de la proposition comme une opportunité d’amélioration du fonctionnement même du CCM. La logique était qu’un très large appui à un programme mené dans la société civile peut aussi accroître le soutien pour le secteur en général ouvrant ainsi la porte à des discussions importantes autour de l’adhésion, des processus et de la transparence du mécanisme.

¹Le Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme (2008), ‘annexe 3 : secteurs de soutien’ dans directives pour propositions – série 8. Genève : Fonds Mondial.



Que comprend la proposition finale pour la série 7

La proposition finale de la Mongolie pour la série 7 était de 2,9 million d'USD. Elle était orientée vers l'intensification des efforts pour l'accès universel à la prévention, aux traitements, à la prise en charge et au soutien du VIH pour les populations vulnérables et vers le renforcement du secteur de la santé. Parmi ces éléments :

■ Contrôler les infections sexuellement transmissibles (IST)

Mettre l'accent sur comment l'intégration du VIH et la santé et les droits sexuels et reproductifs ferait baisser la syphilis et limiterait l'intensification de l'épidémie du VIH. Les fonds soutiendraient le contrôle de la syphilis grâce à des services de soins prénataux du Ministère de la Santé avec pour objectif de baisser le nombre total de cas de syphilis congénitale et la prévalence de la syphilis chez les femmes enceintes de 2,2% à 1,2%.

■ Proposer des interventions ciblées pour les HSH et les TS

Accroître l'accès à un soutien total en reliant des services et plus particulièrement en intégrant les traitements des IST et le counselling, les services de Conseil et Dépistage Volontaire et Anonyme (CDVA), la distribution de kits de planification familiale et de fournitures de santé de la reproduction (comme les préservatifs) et des recommandations avec des services mobiles, de l'éducation paire, des groupes de soutien et des centres de rencontre « sûrs ».

■ Renforcer les systèmes de santé

Permettre à la société civile de faciliter les recommandations auprès de l'éducation de proximité et de l'éducation paire et auprès des services officiels de santé pour les HSH et les TS. Impliquer des prestataires de services locaux permettrait d'accroître leur capacité à proposer des services de santé sexuelle et reproductive en particulier aux populations clés.

■ Renforcer les systèmes communautaires

Se focaliser sur des initiatives permettant de répondre aux besoins des HSH et des TS en insistant sur le renforcement des systèmes et des groupes communautaires pour faire évoluer les services intégrés.

■ Aborder le contexte politique et légal

Renforcer les systèmes pour créer un environnement plus favorable grâce au plaidoyer avec les décideurs locaux et les agences du maintien de l'ordre ainsi qu'avec les décideurs politiques nationaux. Grâce à l'implication de la Commission Nationale des droits de l'Homme, le travail de politiques et de plaidoyer comprendrait le constat des violations des droits humains concernant les TS et les HSH ainsi qu'un réexamen de la législation existante.

Améliorer l'engagement de la société civile

Au cœur de 15 ans de démocratie postcommuniste en Mongolie, la société civile est un concept relativement nouveau. Le pays offre un environnement difficile pour que le secteur y opère surtout en termes de promotion active de son rôle en gouvernance et en prestation de service. Il y a eu et il continue d'y avoir des tensions concernant l'implication de la société civile et des conflits d'intérêts au sein du CCM.

Dans le passé, les personnes séronégatives parlaient des personnes vivant avec le VIH mais aujourd'hui, nous parlons de nous même et maintenant, même le gouvernement montre du respect pour les personnes séropositives. Nous changeons les choses étape par étape.

Représentant de Positive Life, organisation nationale des personnes vivant avec le VIH

Changement positif :

■ Améliorer l'implication de la société civile dans le CCM

En janvier 2007, le CCM a réexaminé son adhésion du fait d'un plaidoyer appuyé de la société civile, de l'engagement d'autres intervenants et des conditions minimales du Fonds Mondial lui-même. De ce fait, il a augmenté la représentation de la société civile de 66,3 %. Les sièges de la société civile ont été alloués au réseau régional d'Organisations au Service du SIDA et au réseau d'Organisations de la santé en matière de reproduction démontrant un fort engagement à venir vis à vis des liens.

■ De meilleures relations parmi les intervenants

Le mécanisme bénéficie maintenant de meilleures relations parmi les intervenants grâce à des processus de sélection et des attributions des sièges plus transparents.

■ Des ressources soutenant l'engagement de la société civile

Les ressources du Fonds Mondial destinées au renforcement des systèmes communautaires ont consolidé la capacité et les structures permettant aux organisations de la société civile de s'engager.

Des défis permanents :

■ Manque de ressources

La société civile fait toujours face à une insuffisance de ressources pour pouvoir renforcer ses membres de façon systématique et stratégique et pour s'engager dans l'organisation politique. Le programme de la série 7 inclut le renforcement des systèmes communautaires mais les ressources paraissent trop faiblement réparties au sein des activités plutôt qu'axées vers le soutien à plus long terme d'une pérennité organisationnelle.

■ Manque de compréhension de l'impact et du potentiel de l'engagement de la société civile

En théorie, la plupart des intervenants soutiennent le rôle du secteur mais en réalité, les groupes signalent un manque d'implication significative sur le terrain. Les intervenants sont conscients des conditions de l'engagement mais les niveaux réels d'engagement et d'investissement reposent sur des idées préconçues. Par exemple, cela conduit souvent les organisations non gouvernementales internationales (ONG) à privilégier les intervenants locaux car leur transparence et leur crédibilité ne sont pas mise en doute aussi rigoureusement.



Indicateurs d'amélioration

Les propositions intégraient les indicateurs de résultats suivants grâce aux ressources des cinq années :

- Une augmentation des travailleurs du sexe qui identifient correctement les moyens de prévenir la transmission sexuelle du VIH et rejettent les principales idées fausses sur cette transmission de 30% à 60%
- Une augmentation des HSH qui non seulement reconnaissent correctement les moyens de prévention de transmission sexuelle du VIH mais rejettent aussi les principales idées fausses concernant cette transmission de 23% à 50%
- Une baisse du nombre global de cas de syphilis congénitale
- Une baisse de la prévalence de la syphilis chez les femmes enceintes de 2,2% à 1,2%
- Le maintien d'une couverture à 100 % des personnes vivant avec une infection VIH avancée et bénéficiant d'un traitement antirétroviral.

Ce que la proposition a permis d'accomplir

- 2,9 million d'USD pour les programmes SDSR/VIH intégrés qui pourraient aider à prévenir de façon significative de nouvelles infections au VIH et à maintenir la faible prévalence du pays. Le financement est maintenant proposé grâce à un mécanisme intégré plutôt que par des voix séparées et parallèles.
- Les services de planification familiale pour les TS, l'action pour aborder la stigmatisation des HSH par les prestataires de services de santé et le plaidoyer pour aborder la législation discriminante sont une gamme complète d'interventions santé et droits sexuels et reproductifs et VIH profitant surtout aux populations clés.
- Un meilleur accès aux services et à la qualité de vie pour les membres de la communauté. Par exemple, les groupes recevant un soutien de la NAF ont constaté de meilleures attitudes de la police envers les TS et une prise de conscience accrue des droits a permis aux TS de jouer un rôle actif dans la réduction des niveaux de mauvais traitements et de discrimination auxquels elles font face.
- Un engagement accru de la société civile dans le développement de la proposition nationale et dans le processus de décisions de la contribution et du rôle du secteur ainsi qu'une meilleure compréhension parmi certains intervenants clés.



À propos de la Fondation Nationale de lutte contre le SIDA de Mongolie

Depuis sa conception en 1997, la NAF, une organisation de liaison de l'International HIV/AIDS Alliance, a offert un soutien technique et financier à plus de 65 ONG et organisations communautaires. Grâce à la réponse nationale de la Mongolie au VIH, la NAF est considéré comme unique pour l'importance qu'elle accorde à la mobilisation communautaire et aux populations clés.

En tant que membre des MCP de Mongolie et grâce à son implication dans le développement de la proposition pour la série 7 du Fonds Mondial, la NAF a joué un rôle clé dans la sécurisation de la nouvelle orientation de l'intégration SDSR/VIH. Même si la NAF associait déjà la santé et les droits sexuels et reproductifs et le VIH dans son travail de programmation et de politiques depuis

Les travailleurs du sexe ayant accès aux services officiels de santé sont souvent victimes de harcèlement et doivent craindre de le signaler aux autorités étant donné la nature illégale de leur travail. Les services à base communautaires permettent aux travailleurs du sexe de mener des vies saines sans craindre la discrimination, les amendes ou les arrestations.

Représentant d'un groupe communautaire soutenu par la NAF

quelque temps, elle est maintenant en mesure d'augmenter de façon significative son soutien à la mise en œuvre communautaire des services intégrés en tant que récipiendaire secondaire du Fonds Mondial. Elle a dû faire des ajustements internes pour accroître ses propres capacités en ressources humaines afin de pouvoir répondre aux demandes croissantes d'intensification.

Le travail de la NAF est caractérisé par :

■ **L'engagement communautaire pour améliorer la santé et les droits sexuels et reproductifs des TS**

La NAF répond en particulier à la stigmatisation et à la discrimination rencontrées par les TS dans les services publics de santé en permettant aux groupes de travailleurs du sexe de proposer eux-mêmes des services et en augmentant leur prise de conscience de leurs droits humains.

■ **Le renforcement du système communautaire afin d'intensifier l'intégration à base communautaire de la santé et les droits sexuels et reproductifs et du VIH**

La NAF a été une source constante d'assistance technique auprès des ONG locales offrant un large éventail de services de prévention du VIH et de la santé et les droits sexuels et reproductifs grâce à des approches à base communautaire et de proximité.

■ **Des réponses communautaires qui renforcent le système officiel de santé**

Les activités de la NAF sont essentielles pour renforcer le système officiel de santé et accroître sa couverture grâce à des réponses communautaires comme les services cliniques mobiles dans les zones rurales.

■ **Préconiser les droits sexuels et reproductifs des communautés affectées**

La NAF s'engage dans le plaidoyer au niveau national, en particulier pour promouvoir les droits humains des personnes les plus vulnérables au VIH et affectées par le VIH. Cet engagement a aussi conduit à des actions pour la modification de la loi sur la prévention du VIH/SIDA (1993) qui violait les droits des personnes vivant avec le VIH interdisant par exemple aux femmes vivant avec le VIH d'avoir des enfants.

■ **Prêcher pour les droits humains des travailleurs du sexe**

La NAF joue un rôle majeur pour rassembler les partenaires clés pour le développement d'un plaidoyer commun afin d'aborder les violations des droits humains, la discrimination et les violences subies par les travailleurs du sexe. Ceux-ci ont un impact direct sur la santé et les droits sexuels et reproductifs des TS empêchant par exemple leur accès aux services étant donné le risque d'arrestation et de violence par les représentants de la loi.

Leçons apprises



Le développement de la proposition pour la série 7 du Fonds Mondial en Mongolie a conduit à un grand nombre de leçons importantes telles que :

- 1** Le Fonds Mondial peut donner une opportunité de sécuriser des ressources significatives pour des approches intégrées à la santé et les droits sexuels et reproductifs et au VIH quand l'impact sur l'épidémie du VIH peut être démontré.
- 2** La société civile a des rôles cruciaux et diverses dans l'intensification de l'intégration SDRS/VIH grâce à la prestation de services, à la mobilisation communautaire, au plaidoyer et à la prise de décision nationale.
- 3** Si la société civile doit s'engager complètement et efficacement dans les processus nationaux de prise de décisions politiques et de plaidoyer, elle a besoin de ressources financières et techniques pour construire une gamme complète de compétences et de systèmes.
- 4** Il est absolument nécessaire que la société civile ait accès à des sources d'information indépendantes. Les ressources comme l'assistance sur les conditions minimales pour le fonctionnement du CCM sont des outils de soutien puissants qui présentent les cadres officiels et contestent les conceptions passées.
- 5** Toute approche ayant pour but d'accroître l'intégration SDRS/VIH doit être stratégique et complète en garantissant par exemple que les ressources sont attribuées pour renforcer la capacité et la pérennité des groupes communautaires comme les organisations SDRS.

Remerciements

Commandité par Population Action International par l'initiative 'Mobilising for RH/HIV Integration'

Photos

L'appui à la société civile par la NAF en Mongolie, © 2008 NAF



Un partenariat global:

International HIV/AIDS Alliance

Soutient l'action des communautés contre le SIDA dans les pays en voie de développement

Qui est l'International HIV/AIDS Alliance ?

Fondée en 1993, l'International HIV/AIDS Alliance (l'Alliance) est un partenariat d'organisations nationales qui œuvrent pour soutenir l'action des communautés dans la lutte contre le SIDA dans les pays en voie de développement. Ces partenaires nationaux aident les groupes communautaires locaux et les autres organisations non gouvernementales (ONG) à lutter contre le SIDA. Ils sont soutenus par l'expertise technique, le travail politique et la mobilisation de fonds menés au sein de l'Alliance. De plus, l'Alliance a de vastes programmes régionaux, des bureaux de représentants aux EU et à Bruxelles et travaille sur un éventail d'activités internationales comme l'aide à la coopération Sud-Sud, les opérations de recherche, le développement de l'apprentissage et de la bonne pratique ainsi qu'à l'analyse politique et au plaidoyer.

Notre mission est d'aider les communautés à réduire la propagation du VIH et à répondre aux défis du SIDA. A ce jour, nous avons offert un soutien à des organisations de plus de 40 pays en voie de développement pour plus de 3 000 projets permettant ainsi à certaines des communautés les plus pauvres et les plus vulnérables d'accéder à la prévention du VIH, à la prise en charge et au soutien et à un meilleur accès aux traitements.

Pour davantage d'informations sur les travaux de l'Alliance, nous vous invitons à visiter notre site Internet à l'adresse suivante : www.aidsalliance.org

International HIV/AIDS Alliance

(Secrétariat international)

Preece House

91-101 Davigdor Road

Hove, BN3 1RE

UK

Téléphone : +44 (0)1273 718900

Fax : +44 (0)1273 718901

mail@aidsalliance.org

www.aidsalliance.org